

ANTI-CARCÉRALE

Pas d'omerta face à la violence d'Etat!



Une première série de manifs anticarcérales ont eu lieu en Suisse romande suite aux peines de mort infligées à Skander Vogt à la prison de Bochuz, au réquérant nigérian débouté Joseph Nduaku Chiakwa à Zurich et au jeune Sébastien-Umüt sur l'A1 (voir T'Okup! n°81). Vu la situation explosive dans les prisons romandes, les autorités ont sorti les gros moyens pour réprimer ces manifs, mais elles n'ont pas pu les empêcher totalement.

Le 6 mai à Lausanne, un rassemblement à la mémoire des victimes a été cantonné à la place St-François par un déploiement hallucinant de robocops communaux et cantonaux, qui ont bloqué jusque tard dans la soirée tout le centre-ville bien mieux que n'importe quelle manif aurait pu le faire. Sorte de remake de la stratégie lors du G8 d'Evian, tout avait été fait pour affoler la population et brouiller les enjeux: articles de presse alarmistes, consignes sécuritaires aux commerces du centre-ville qui ont tous fermé une heure en avance. Après des heures d'attente,

pour ne pas rester sur sa faim, la police a fini par encercler et contrôler plusieurs dizaines de personnes.

Le 12 juin à Fribourg, une manifestation s'est rendue devant la prison où est incarcéré un des jeunes soupçonné d'être lié à «l'affaire de l'A1», où elle a été dispersée suite à l'usage de pyrotechniques, qui ont néanmoins permis de signaler la présence des manifestant-e-s aux détenus. Plus d'une quarantaine de personnes ont été arrêtées dans les heures qui ont suivi la manif, sur des terrasses, à la gare, dans des ►►

CLONES PESTICIDES BREVETÉS

Lettre ouverte à Arnold Schori

A l'occasion de la 2^e caravane anti-OGM qui relie les champs d'expérimentation transgénique de Pully (VD) à Reckenholz (ZH), du 19 au 26 juin (voir T'OKUP n° 81) nous publions ce texte du groupe «Action généreuse contre les chimères transgéniques» également publié par le courrier du 26 mars 2010.

M. Schori, vous êtes chercheur à l'Agroscope de Changins et responsable des essais en plein champ de blé génétiquement modifié à Pully, dans le cadre du programme national de recherche PNR 59. Ce programme a été commandité par le conseil fédéral suite au moratoire de cinq ans sur les cultures commerciales d'organismes génétiquement modifiés (OGM). Nous ignorons si votre mandat inclut un rôle de communicateur, toujours est-il que vous apparaissez et prenez la parole lors de chaque manifestation sur le site de Pully. Nous avons décidé de réagir aux propos que vous avez tenu lors du pique-nique de protestation du dimanche 5 avril 2009, et lors du passage de la caravane anti-OGM le dimanche 24 mai 2009.

Vous dites que vous allez montrer les dangers des OGM, qu'il faut laisser faire la recherche publique.

Nous disons que les «dangers des OGM» ne se limitent pas à des dangers environnementaux et sanitaires, aussi graves puissent-ils être, mais que le principal défaut des OGM est d'être brevetables, issus d'une technologie de pointe et non des savoir-faire paysans. Ainsi ils ne peuvent servir qu'au profit de leurs possesseurs, au détriment du reste du monde, notamment de la paysannerie qui est ou sera forcée d'utiliser ces semences. Que la principale question politique, celle de la servitude, est là et qu'elle est occultée.

Sur la question des disséminations, nous doutons que vous alliez trouver quoi que ce soit: nous n'avons aucune confiance dans des recherches visiblement orientées en vue d'obtenir des résultats rassurants, qui permettront aux commanditaires (le Conseil Fédéral) ou d'autres groupes intéressés de faire passer le message «il peut exister de bons OGM».

Et vos interventions lors des deux manifestations devant le champ, nous ont confirmé qu'il ne fallait pas vous laisser le bénéfice du doute. Elles ont montré que vous entretenez l'illusion d'une science neutre et objective, se traduisant entre autres par votre mépris du travail d'un chercheur parce qu'il est critique: «On connaît bien l'opinion de Séralini sur les OGM» ce qui signifie que puisqu'il y est opposé, on n'a pas à prendre en compte ses observations.

Vous dites qu'on aura les OGM qu'on mérite si on ne vous laisse pas faire, vous présentez la recherche publique suisse comme ►►►

AGENDA-JOURNAL INTERSTITIEL DE LA MOUVANCE ANARCH@-ALTERN@-INTERSQUAT-FEMINISTE-ANTIFA-PRECAIRES, ETC... (LOZANE ET AILLEURS)

PRESENTATION : Pour une société sans racisme, sans sexisme, sans exploitation des humains et de la nature, le T'Okup' essaie de relater ce qui se passe dans la mouvance anarch@-alternat@-tralala (voir ci-dessus). Faire passer les infos dans et hors de la "scène", mobiliser, rendre compte des luttes menées, parfois susciter le débat interne, en faisant primer la régularité quitte à être (trop) sommaire. Les anciens numéros du T'Okup' sont consultables sur le site www.squat.net/ea, où on peut aussi s'inscrire sur la liste de mail pour être régulièrement informé-e des activités de l'Espace autogéré et d'autres infos. Contact: c/o Infokiosk, Espace autogéré, av. César-Roux 30, CH-1005 Lausanne

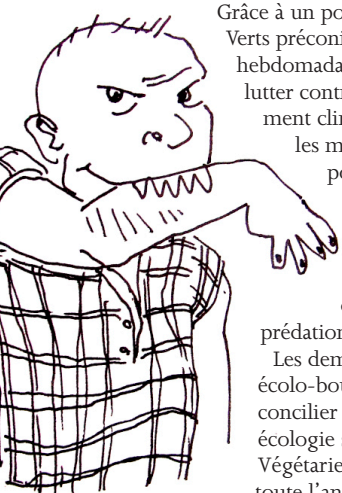
Le chômdu c'est l'abus

Dans la lignée des révisions précédentes, la nouvelle révision de la loi sur le chômage (LACI) acceptées par le parlement ce printemps ne lutte pas contre le chômage mais contre les chômeurs et chômeuses. Le flicage et la précarisation des chômeur·euses entraîne une pression sur les salaires entraînant l'ensemble des travailleurs·euses à devoir accepter n'importe quel boulot à n'importe quelle condition.

La meilleure façon de combattre le chômage reste de lutter contre le travail!



Un jour sans viande?



Grâce à un postulat chrétien des Verts préconisant une journée hebdomadaire sans viande pour lutter contre le réchauffement climatique, même les mangeurs de viande pourraient avoir bonne conscience sans remettre en question l'exploitation de la nature et la prédation!

Les demi-mesures écolo-bourgeoises pour concilier capitalisme et écologie sont une mascarade. Végétarien·ne·s ou végétans toute l'année!

Grèves et manifs en Grèce, Espagne, Roumanie, Portugal...

Saloperie de pauvres qui ne veulent pas payer pour les capitalistes!

Suite Pas d'omerta face à la violence d'Etat!

trains. La police a massivement opéré à des prises de photographies, d'empreintes et d'ADN. Dans plusieurs cas la contrainte a été utilisée, alors que police elle-même distribuait un feuillet mentionnant le droit de refuser la prise d'ADN!

Le 13 juin à Lausanne, une quarantaine de personnes ont tenté de manifester devant la prison du Bois-Mermet, dont les détenus s'étaient mis en grève en hommage à Skander Vogt (voir T'Okup! n°81). A nouveau présents en nombre (décidément, ils ne savent pas quoi faire de leurs week ends), les anti-émeutes ont empêché de s'approcher de la prison, mais des détenus ont entendu et salué les manifestant·e·s depuis l'intérieur. Les robocops ont ensuite encerclé la manif et interpellé une vingtaine de personnes, qui ont été fouillées et fichées loin des regards de la presse.

Du côté des médias justement, le black-out semble être le point commun de toutes ses manif, le Mondial et la libération de Max Goldi étant des sujets bien plus intéressants. Dans les rares entrefilets, c'est à peine si les motifs des manifestations sont évoqués, quand ils ne se contentent pas juste de reprendre la version de la

police, qui tente de redorer son blason en salissant les victimes.

Alors que la seule réponse des politiciens à la «crise des prisons» est l'augmentation du nombre de places et de mâtons, les gouvernants cherchent à intimider et réduire au silence celles et ceux qui dénoncent la violence meurtrière de l'Etat. Mais la mobilisation ne doit pas s'arrêter. Ces premiers contacts avec les prisonnier·e·s sont une fissure dans un mur de silence qui voudrait couper les voix s'élevant de l'intérieur des prisons aux gens qui luttent à l'extérieur.

BRIQUE PAR BRIQUE, MUR PAR MUR, DÉTRUISONS TOUTES LES PRISONS!

[Compilation de témoignages et de communiqués anti-carcéraux/voir aussi indymedia.ch]

Victimes ou témoins d'arrestations lors des ces manifestations:

gar@no-log.org (pour les francophones)

ea@immerda.ch (pour les germanophones)



Suite Lettre ouverte à Arnold Schori

un rempart contre les multinationales américaines et leurs mauvais OGM.

Nous disons que les multinationales d'ici n'ont rien à envier à celles de là-bas en termes d'exploitation et de mensonge, que l'argument nationaliste a trop souvent servi à masquer l'iniquité du pouvoir local, et qu'on ne nous y trompera pas.

Nous savons aussi qu'aujourd'hui, le partenariat public-privé est la norme dans la recherche, et que si le financement public sert de garant à des recherches voulues par les firmes privées, on ne saurait parler de recherche publique indépendante. Comme le Conseil Fédéral l'a confirmé en réponse à une interpellation parlementaire, c'est bien ce qui se passe avec le PNR59, et cela n'a en tous cas pas pour effet de nous «rassurer».

Et quand bien même le financement serait entièrement public, il resterait que ce sont des firmes privées qui déposeront des demandes d'autorisation pour commercialiser les semences génétiquement modifiées. De toute manière, les garanties (environnementales, sanitaires, juridiques, etc...) octroyées par l'Etat concernant cette technologie, si on admettait qu'elles fussent valables, ne satisferont pas notre revendication fondamentale d'autonomie paysanne en matière de semences.

Vous dites que la population suisse a voté pour que vos recherches aient lieu.

Rappelons que les votant-e-s ont eu le choix entre : un moratoire sur la production et la commercialisation des OGM autorisant la recherche, ou pas de moratoire du tout. Elle n'a ni pu se prononcer sur un moratoire sans recherche, ni sur une interdiction permanente des OGM.

Rappelons aussi que le comité d'initiative StopOGM a dénoncé ces essais en plein champ, considérant que ce n'est pas cela que les votant-e-s ont demandé. Ils et elles ont encore moins demandé des études de marché, des études sur les seuils économiquement acceptables de tolérance à d'inévitables contaminations, ni des études sur la manière d'influencer leur opinion, qui sont toutes incluses dans le PNR59.

Nous avons appris de la lutte anti-nucléaire qu'un moratoire peut créer une situation où les luttes s'endorment pendant que l'industrie et l'Etat mettent en œuvre les moyens pour préparer l'acceptation de leur programme à la sortie du moratoire. Il est très clair pour nous qu'avec ce moratoire sur les OGM et ce programme de recherche, c'est ce qui est en train de se passer. Nous n'approuvons pas le comité d'initiative qui s'est affiché favorable à la recherche lors de la campagne de votation. Nous nous rangeons du côté de celles et ceux qui ont simplement voulu dire « non aux OGM » en acceptant l'initiative, et qui se sont fait bernier.

Vous vous plaignez que lorsque les scientifiques jouent la transparence, on les incrimine autant que lorsqu'ils ne communiquent pas sur leurs recherches.

Nous ne sommes pas dupes sur l'ambiguïté de la vulgarisation scientifique, qui peut jouer deux rôles bien distincts : soit permettre la reprise en main du débat et des choix par la population, soit susciter l'approbation soumise de cette population. Tant qu'on n'assume pas la réalité selon laquelle la science n'est jamais neutre et objective, la compréhension des enjeux liés à la science est biaisée. Balancer à la populace : «Faites confiance aux chercheurs!» montre sans doute le désir du vulgarisateur : obtenir une approbation aveugle.

Quand, comme dans le cas des PGM en Suisse, il y a indéniablement des intérêts commerciaux en jeu puisqu'il s'agit d'ouvrir ou non le marché à une nouvelle technologie, nier que les résultats des recherches sont vouées à devenir un instrument politique revient à cacher la merde au chat.

Oui les lobbies existent, oui ils sont influents, oui ils pratiquent des stratégies de communication manipulatoires envers les parlementaires et le public, non ce n'est pas une théorie du complot paranoïaque. On les voit agir dans le documentaire «Mais im Bundeshuus» ("Le génie helvétique"), on les a vu agir lors des votations sur le nucléaire en 2003, chaque année la presse enquête sur leur influence, etc... Non seulement les exemples sont multiples, mais c'est la logique même de la représentation politique qui implique qu'un pouvoir concentré soit la cible de groupes d'intérêt.

Quand un groupe d'intérêt veut manipuler l'opinion publique à son insu, il peut choisir une stratégie grossière : mentir ; ou alors une stratégie subtile : informer sélectivement, orienter le débat public de manière à ce que les questions dérangeantes soient évitées. A plusieurs reprises Monsanto a menti effrontément, par exemple en truquant des études scientifiques ou en invoquant le secret industriel pour ne pas divulguer des études tout en mentant sur leur contenu : c'est la stratégie grossière.

Ici, les feux de la rampe sont braqués sur les questions scientifiques liées à la dissémination, ce qui évite de placer la question des OGM dans le contexte du

productivisme en matière alimentaire et de la concentration des terres agricoles. On étudie des risques, certains risques de certaines variétés de PGM, liés à la dissémination dans l'environnement mais pas à la consommation, tout en étudiant sociologiquement les méthodes pour influencer l'opinion publique. Et on fait de la communication publique, de la vulgarisation, notamment à la radio, où l'on présente les études (partielles) des risques environnementaux sans mentionner les études sociologiques en cours. On se contente de faire de la vulgarisation scientifique. Au niveau politique, l'Etat décide de la prolongation du moratoire pour ne pas avoir à se prononcer avant d'avoir les résultats des essais, comme si toute la légitimité des OGM était suspendue à ces résultats. Voilà pour la mise en scène.

Mais quand on s'attarde sur le contenu des recherches du PNR59, notamment sur les volets juridiques, économiques et sociologiques, on voit que presque tout est orchestré pour préparer l'introduction des PGM sur le marché suisse. Dans le fond, ce programme de recherche national élude les enjeux liés au contrôle du marché des semences, à l'arme alimentaire que représente ce contrôle.

Rappelons que le gouvernement qui a commandité le programme de recherche, veut aussi réduire de moitié le nombre d'exploitations agricoles pour les rendre plus concurrentielles (Politique Agricole 2011). Que Syngenta, qui produit des OGM, est une multinationale suisse et qu'on n'a jamais vu un gouvernement qui ne défendait pas les intérêts des ses grandes entreprises. Que le pays de Syngenta bannisse les OGM, ça donnerait une mauvaise image, un mauvais signal au marché. Comment faut-il le dire ? Le Conseil Fédéral est clairement favorable aux OGM, et il a commandité le PNR59. Il a décidé de mettre en œuvre une stratégie subtile de manipulation, où la vulgarisation scientifique et le statut de l'expert ont un rôle prépondérant.

Vous dites qu'on a les politiciens qu'on mérite, que les manifestations de quelques opposant-e-s ne vont rien changer.

Votre conception de la démocratie transparaît dans vos propos, elle repose sur la délégation de tous pouvoirs à des politicien-ne-s qu'on ne saurait remettre en cause. A travers eux-elles, la «majorité» qui les a portés au pouvoir aurait raison, donc les minorités n'auraient qu'à se taire. Il s'agit néanmoins de gagner la confiance de cette majorité passive, gage de légitimité de l'introduction des PGM en Suisse.

Nous assumons appartenir à une minorité critique et active, consciente que le jeu démocratique n'est qu'un spectacle quand c'est l'économie qui dicte sa loi. Plus intègre peut-être que le brave soldat que vous êtes qui ne fait que son travail, et qui en rajoute même en faisant des public relations le dimanche.

Vous ne supportez pas qu'on vous accuse de complicité avec les industriels, vous considérez cela comme une insulte.

Oui, vous êtes complice («participant, aide, auxiliaire d'une action répréhensible commise par un autre»), et votre soi-disant transparence transpirant l'arrogance, fait de vous un véritable mystificateur («qui trompe, participe d'une tromperie collective, en abusant de la crédulité d'autrui»). Vous resterez l'un et l'autre tant que vous assumerez votre mandat au sein du PNR59.

Action Généreuse contre les Chimères Transgéniques

(groupe suisse d'opposition aux OGM, auteur de la brochure «Pourquoi nous disons NON AUX OGM et au programme national de recherche PNR59», a participé en 2009 à la caravane cycliste pour une agriculture écologique et autonome www.caravane-anti-ogm.ch)

Programme détaillé:

Vendredi 18 juin: Soirée à l'Espace autogéré, av. César-Roux 30, Lausanne

Dès 17h30: Accueil, atelier vélo

18h: Info et discussion sur les OGM

20h30: Bouffe, puis musique

Samedi 19 juin:

9h30: Rendez-vous à la fontaine de la place de la Riponne.
Tour au marché

10h30: Départ à vélo de la Riponne, pour le champ d'essais de blé OGM à Pully

11h30: Arrivée au champ de Pully

12h30: Pique-nique au champ des Boverattes, planté avec du blé bio par «Semer l'avenir»

14h30: Départ pour Dizy, la caravane se met en branle!

Occupation des locaux d'Ingeus

Le lundi 14 juin l'Association de défense des chômeuses et chômeurs (ADC) a occupé les locaux de la multinationale Ingeus à l'avenue du Théâtre le temps d'une conférence de presse. Cette société australienne, qui a son siège suisse à Zurich, a été mandatée par le canton de Vaud pour réinsérer les chômeuses et chômeurs dans le monde palpitant du travail.

L'ADC reproche à Ingeus sa manière de traiter les personnes (voir encart) qui lui sont envoyées par les Offices régionaux de placement (ORP). Rappelons que pour toucher des indemnités de chômage la fréquentation de l'ORP est obligatoire. Les chômeuses et chômeurs s'y font allégrement fliquer, contrôler, culpabiliser et harceler afin de retrouver du travail, n'importe quel travail, à n'importe quel prix. On peut s'y faire assigner à des mesures dites «actives» sous peine de sanctions si l'on n'obtempère pas. Les mesures proposées par Ingeus s'inscrivent dans ce cadre de contrainte.

Fait troublant, le contrat qui lie le Service de l'emploi (SdE) et Ingeus est secret. Même les député-e-s n'y ont pas accès. Il s'agit pourtant d'argent

public. L'ADC qui en a demandé une copie s'est vu répondre par Roger Piccand, grand prête du SdE: «Le contrat entre l'Etat de Vaud et Ingeus est un contrat commercial qui ne peut pas faire l'objet d'une transmission à un tiers. Je ne suis par conséquent pas en mesure de vous le soumettre.» Ce qui ne fait en tout cas plus de doutes, c'est qu'une multinationale se fait allégrement du pognon sur le dos des chômeuses et chômeurs, qui plus est sans rien proposer d'autres que des pressions à retrouver un emploi. Aux critiques, Roger Piccand répond: «330 personnes ont été suivies par cette société [depuis février] et quarante ont été placées.» Rien n'est dit sur le type d'engagements et leurs degrés de précarité. De plus, vu les moyens engagés, ces 10% n'ont rien de faramineux. Mais surtout, il faut être sacrément de mauvaise foi pour affirmer que ces placements sont l'œuvre de la multinationale. Parmi les personnes au chômage, avec ou sans Ingeus, certaines finissent forcément par retrouver un emploi. La boîte en question peut d'autant moins s'en vanter qu'elle affirme ne pas faire de placement, que c'est aux chômeuses et chômeurs de trouver une solution pour retrouver un emploi. Rien de nouveau sous le soleil du néolibéralisme. Il y a peu, c'est Adecco qui était en charge de cette mission. Le contrat n'a pas été renouvelé sans que le SdE ne s'en explique pour recommencer avec une autre multinationale dans une démarche tout aussi opaque. Notons que ces multinationales sévissent dans plusieurs pays européens. Affaire à suivre...

Témoignage de M.X sur son expérience chez Ingeus

M. X a été assigné à un «cours» chez Ingeus par l'assurance-chômage. Il n'était pas réticent car comme il le dit «j'ai librement consenti, disposé par nature à apprendre tout ce qui est possible d'apprendre».

M. X a un solide CV, chef d'entreprise puis consultant au Japon, collaborateur de l'UNESCO pour plusieurs missions autour du monde. Il est en attente du démarrage d'un nouveau projet avec cette même institution, c'est pour cette raison qu'il connaît cette période de chômage.

Par ailleurs M. X connaît bien toutes les méthodes de négociations, ayant été lui-même chargé d'en mener dans le cadre de ses différentes missions.

M. X se rend donc chez Ingeus, société privée qui, selon ce qu'il en sait va lui donner un cours de 30 jours ainsi que l'aider dans ses recherches d'emploi.

Lors du premier entretien déjà, alors que l'employée d'Ingeus (que nous appellerons Mme I) ne le connaît pas, elle lui assène quelques remarques destinées à lui faire comprendre qu'il est coupable de sa situation: «cela fait déjà un an que vous êtes au chômage», «je vous sens très critique sur tout», «vous êtes incapable de vous remettre en question» (rappelons qu'il s'agit là d'un premier entretien)

Dans le détail de ce premier entretien, M. X demande à son interlocutrice si elle connaît son métier, un peu particulier, et si elle s'est informée sur celui-ci. Réponse de Mme I «nous n'avons pas pour habitude de nous renseigner sur la profession des chômeurs que nous suivons!» Bien que M. X ait toujours accepté des missions temporaires durant son chômage et qu'un projet d'envergure soit sur le point de débiter, Mme I laisse sous-entendre un manque de motivation de la part de M. X, chaque fois que celui-ci s'insurge contre ses insinuations, elle lui coupe la parole insistant sur le fait que «vous êtes au chômage depuis un an!»

Mme I insiste pour que M. X «se consacre à l'élaboration d'un projet professionnel», celui-ci répond que son projet est actuellement pendant devant l'UNESCO. Mme I lui rétorque qu'il doit dans ce cas-là se consacrer à l'élaboration d'un plan B. M. X dit qu'il travaille à un réseau de relations entre la Suisse et le Japon et qu'il fait des traductions en japonais. Ce projet ne satisfait toujours pas Mme I qui exige de M. X l'élaboration d'un nouveau projet. M. X se montre disponible mais précise que dans son domaine l'élaboration d'un projet dure entre 2 et 3 ans... il lui demande si elle peut éventuellement lui suggérer quelque chose. Réponse de Mme I: «c'est à vous qu'il appartient de trouver cette idée»!

M. X demande alors qu'elle est l'utilité d'Ingeus, puisqu'il ne font pas de placement, pas de prospection, pas d'assistance et ne propose pas d'idées... Exaspérée par cette remarque Mme I attaque M. X sur son CV qui contiendrait une faute, enchaînant avec le fait qu'elle va lui apprendre à en rédiger un plus correct.

Fin de l'entretien qui aura duré un peu moins d'une heure.

Lors du deuxième entretien, M. X d'entrée de jeu demande des renseignements plus pointus sur la nature du «cours» et sur la manière dont sont répartis les 30 «jours». Mme I cherche à botter en touche en demandant pourquoi M. X pose ces questions avant qu'ils ne commencent à «travailler». M. X demande alors si c'est un problème pour Mme I de répondre à ces questions. Contrainte Mme I répond enfin: il n'y a pas de cours à proprement parler, les 30 «jours» sont en fait des entretiens hebdomadaires plus quelques ateliers de groupe, Ingeus ne fait pas de placement. Cet entretien aura duré en tout et pour tout 20 minutes.

M. X a demandé et obtenu l'arrêt de ces «cours» auprès de son ORP en argumentant de l'inutilité et de la cherté de cette «mesure active».

L'AGENDA

JUIN

Jeu 24 | ESPACE AUTOGERE

- SABOT (duo basse/batterie, CZ)

fin juin | ESPACE AUTOGERE

Fermeture estivale – Réouverture début septembre

ACTIVITÉS RÉGULIÈRES

- Tous les jeudi, 20h 'POTAGE DE PLOMBES' - repas végétarien-lien

- Tous les mardi, 20h, bouffe pop' au RADO

- Tous les mercredi, 19h, bouffe pop' au Hilton

ADRESSES

- ESPACE AUTOGÉRÉ, César-roux 30, Lausanne. www.squat.net/ea

- CINÉMA OBLO, Av. de France 9, dernier sous-sol, Lausanne. www.oblo.ch

- CIRA, Avenue de Beaumont 24, 1012 Lausanne. www.cira.ch

- RADO - Vallon 1, Bussigny

- HILTON 4 et 6 Av. de la Prairie, VEVEY